

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4486 - Lundi 23 Octobre 2023 - Prix : 200 Fc

LANCEMENT D'UN PROJET DE PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE :

Les jeunes et les femmes ciblés



Encouragement à l'éducation civique des jeunes et des femmes.

Le ministère de l'intérieur en partenariat avec le PNUD avec l'appui de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a lancé le projet intitulé « promotion de l'éducation civique au bénéfice des femmes et des jeunes pour une participation citoyenne accumulée à la vie publique et politique dans six communes pilotes en Union des Comores ». Pour une durée de deux ans, ce projet va offrir les conditions permettant aux jeunes

et aux femmes de jouir de leurs droits à la participation à la vie publique, à la gouvernance locale et aux élections locales.

Le ministère de l'intérieur en partenariat avec le PNUD avec l'appui de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a lancé jeudi 19 octobre dernier, le projet intitulé « promotion de l'éducation civique au bénéfice des femmes et des jeunes pour une participation citoyenne

ne accumulée à la vie publique et politique dans six communes pilotes en Union des Comores ». Ce projet mis en œuvre par le PNUD va contribuer aux résultats du cadre de coopération des Nations unies avec les Comores (2022-2026) en matière de renforcement de la participation citoyenne à la vie publique, de cohésion sociale, des droits de l'homme, de l'égalité de genre et de résilience démocratique.

LIRE SUITE PAGE 3

07 Rabioul Thani 1445
Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Octobre 2023

Lever du soleil:

05h 40mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : **04h 27mn**

Dhouhr : **11h 56mn**

Ansr : **15h 20mn**

Maghrib : **18h 08mn**

Incha : **19h 22mn**



PREMIÈRE ÉDITION DU PRIX INDIANOCÉANIE JEUNESSE :

Sept élèves du collège Sushil Ramgoolam de Maurice sortent vainqueurs

La Commission de l'Océan Indien (COI) et le Département de La Réunion ont conjointement organisé la première édition du Prix Indianocéanie jeunesse. Le concours littéraire, 100% numérique, s'est clôturé avec la victoire de 7 élèves du collège Lady Sushil Ramgoolam de Maurice pour leur conte intitulé « Mo : Le Destin de Kariko ».

La Commission de l'Océan Indien (COI) et le Conseil départemental de La Réunion ont lancé le 30 juin 2022 un appel à écritures spécifiquement dédié aux jeunes de 12 à 15 ans des Etats membres de la COI dans le cadre du prix Indianocéanie, concours littéraire de la COI et du Conseil départemental de La Réunion initié en 2018. Ce prix Indianocéanie de la jeunesse a été une occasion pour des jeunes, encadrés par un enseignant ou un adulte référent, d'écrire un conte ou une nouvelle sur le thème « terre, mer, ciel, feu ». Cette déclinaison « jeunesse » et 100% numérique du prix Indianocéanie a suscité l'enthousiasme et l'imagination des jeunes talents de nos îles. A la clé pour

le groupe lauréat : un voyage à La Réunion sur le thème de l'écriture, des livres, une bourse. Le manuscrit lauréat sera publié sur le site Internet de la COI aux côtés d'autres productions sélectionnées par le jury indépendant du prix Indianocéanie de la jeunesse.

Et le concours littéraire, 100% numérique, s'est clôturé avec la victoire de 7 élèves du collège Lady Sushil Ramgoolam de Maurice pour leur conte intitulé « Mo : Le Destin de Kariko ». Cinq autres œuvres ont reçu le coup de cœur du jury : « Yansu et la quête des éléments » d'élèves du collège Le Dimitile de La Réunion ; « A cœur vaillant, vers un nouveau monde », d'un groupe de neuf élèves du lycée Ambohidratrimo de Madagascar ; « Les éléments des îles » par six demoiselles du collège Belonie des Seychelles et « Liya et la légende de Lémuria » de huit élèves de l'Ecole du Nord de Maurice.

« Ces œuvres viennent compléter le recueil de récits intitulé « Mo : Le destin de Kariko et autres contes de l'Indianocéanie », disponible sur le site internet de la COI au lien suivant : Prix Indianocéanie de la jeunesse



octobre 2023 (commissionoceanindien.org). A cette parution s'ajoute, pour le groupe lauréat, un voyage à La Réunion autour de l'écriture, des livres ainsi qu'une bourse de 105 000 roupies mauriciennes à se partager », lit-on dans un communiqué de la COI.

Au total, 24 manuscrits ont été reçus par le jury du Prix Indianocéanie jeunesse. Le reflet d'un enthousiasme des jeunes talents

de nos îles qui ont donné vie à un conte ou une nouvelle sur le thème : « terre, mer, ciel, feu ». Cette initiative s'inscrit en tout point dans la stratégie jeunesse de la COI, qui vise à soutenir et intégrer plus régulièrement la jeunesse dans ses initiatives et projets. En effet, « La COI a la volonté d'accueillir plus régulièrement des jeunes de nos îles pour porter la voix de la jeunesse sur des sujets variés allant du climat à l'éco-

nomie circulaire ou de l'entrepreneuriat à la culture », a souligné Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI. L'organisation a fait savoir sa volonté de reconduire ce concours afin de permettre à de nombreux autres jeunes provenant des Etats membres de la COI de vivre cette expérience littéraire enrichissante.

Ibnu M. Abdou

unicef | pour chaque enfant

UNICEF MORONI (COMORES)

Attention : Supply & Logistics Unit / UNICEF Moroni / Maison des Nations Unies, BP 497 Moroni, Comores

DATE DE PUBLICATION : 19 / 10 / 2023

AVIS D'APPEL D'OFFRE

LRFP - 2023 - 9186100 – Pour la fourniture et travaux d'installation d'équipements solaires au poste de santé de Wanani à Moheli

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) aux COMORES invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions techniques et financières, pour la fourniture et travaux d'installation d'équipements solaires au poste de santé de Wanani à Moheli

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à toutes les Entreprises enregistrées en Union des Comores spécialisé dans le domaine de l'Energie solaire.

IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure dans le mail de soumission). Dans toute correspondance rappeler la référence :

LRFP - 2023 - 9186100 – Pour la fourniture et travaux d'installation d'équipements solaires au poste de santé de Wanani à Moheli

La date limite de dépôt des offres est fixé au plus tard le **03/11/2023 à 13h00** et seules les offres électroniques seront acceptées.

La visite des lieux est prévue le **25/10/2023 à 11h00**

Dossiers électroniques : par e-mail aux adresses : comprocurement@unicef.org; akassimdjibaba@unicef.org; et copie à bpinah@unicef.org

Les dossiers soumis par courrier électronique doivent mentionner en objet comme indiqué ci-dessous :

Mail 1 : LRFP - 2023 - 9186100 offre technique.

Mail 2 : LRFP - 2023 - 9186100 offre financière

Le fichier de l'offre financière doit être sécurisé avec un mot de passe. Le soumissionnaire ne dévoilera ce mot de passe que sur demande formelle d'un agent autorisé de l'Unité Supply de l'UNICEF.

L'ouverture des offres ne sera pas publique.

Toute demande d'information ou de clarification relative à ce dossier d'appel d'offres peut être envoyée aux adresses suivantes au plus tard **26/10/2023 à 15h00** : comprocurement@unicef.org; akassimdjibaba@unicef.org; et copie à bpinah@unicef.org

Le dossier de Soumission devra comprendre les documents suivants :

- L'offre technique ;
- L'offre financière.

Banga Pinah
chef des Operations

LANCEMENT D'UN PROJET DE PROMOTION DE L'ÉDUCATION CIVIQUE :

Les jeunes et les femmes ciblés

Suite de la page 1

Conçu pour une durée de deux ans à hauteur de 600 000 USD, le projet E3CE comblera une lacune cruciale dans le financement de l'éducation civique aux Comores. Il va offrir les conditions permettant aux citoyens comoriens, en particulier les jeunes et les femmes, de jouir de leurs droits à la participation à la vie publique, à la gouvernance et aux élections locales. Il offre également une opportunité certaine aux organisations de société civile des femmes et des

jeunes à s'exprimer sur les problématiques de l'engagement citoyen dans leurs communautés. Le projet offre aux OSC des femmes et de jeunes la possibilité de jouer des rôles de premier plan dans la sensibilisation à la prévention des conflits électoraux.

Les activités vont contribuer à relever les défis auxquels sont confrontés les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés grâce à une approche d'équité, de promotion des capacités d'autonomisation des femmes. Elles cibleront les organisations et groupes de femmes et de jeunes dans six com-

munes à travers le pays dont trois à Ngazidja, deux à Ndzuani et une à Mwali à travers une approche de développement inclusif pour accroître leurs connaissances, compétences, valeurs démocratiques, des outils et des informations pour comprendre la vie publique et exercer pleinement leur droit à la participation démocratique, etc.

Dans son allocution, le représentant du Pnud, Snehal Sonedji a expliqué que l'éducation civique facilite la participation démocratique des citoyennes et citoyens en leur permettant de comprendre

leur rôle dans le maintien de la démocratie y compris le droit de vote et les encourage à participer activement à la prise de décision politique. « L'éducation civique promeut enfin la tolérance, la diversité culturelle et la compréhension interculturelle créant ainsi une société harmonieuse plus juste, soucieuse d'un sens très élevé des responsabilités envers la collectivité et de recevabilité », souligne-t-il.

Pour le ministre de l'intérieur Fakridine Mahamoud, ce projet s'inscrit dans le cadre du processus électoral. « La nouvelle loi

électorale donne des droits nouveaux aux catégories sociales vulnérables dont les femmes et les jeunes. Malgré la méconnaissance de cette loi par bon nombre d'acteurs, cette nouvelle législation encourage la participation des jeunes aux élections avec une révision à la baisse de l'âge légal des candidats aux différents scrutins. Elle instaure par ailleurs, le principe de la participation des femmes au sein des organes en charge de la gestion des élections », soutient-il.

Andjouza Abouheir

PLANIFICATION FAMILIALE À MOHÉLI

Les chefs communautaires, les sages-femmes, les oulémas... sensibilisés

Un atelier de deux jours sur la planification familiale s'est tenu du vendredi 13 au samedi 14 octobre à l'hôtel Les abous. Elle consiste à sensibiliser les responsables des communautés, les Oulémas, les sages femmes ainsi que les responsables du domaine sur l'intérêt de la planification et les techniques de communication à utiliser.

"La planification familiale est un processus qui consiste à espacer les naissances d'un enfant à un autre dans une période donnée sans pour autant se limiter" explique le délégué chargé du bien-être social lors d'un atelier organisé à l'auberge Les abous. Elle a regroupé les sages-femmes, les associations religieuses ainsi que les prêcheurs. Trois thématiques étaient au menu. D'abord les techniques adaptées de communi-

cation afin que les messages puissent bien parvenir à la société. Ensuite la santé de la reproduction et enfin les méthodes de la planification familiale approuvées par les organismes sanitaires.

« S'il y a un risque de pauvreté accrue pouvant entraîner la femme dans une situation de mendicité ou de débauche pour subvenir aux besoins de l'enfant, ou bien s'il y a un risque de prendre une nouvelle grossesse avec un bébé qui dépend du sein de la mère, ou bien lorsqu'il y a un danger de la mère lors de la grossesse et ou pendant l'accouchement, dans ce cas il faut pratiquer la planification familiale » indique Mohamed Ahmed Safani de l'association des oulémas. Et lui de poursuivre « Dieu a dit dans le coran de ne pas vous exposer inutilement aux dangers qui peuvent nuire à votre santé. C'est un comportement inter-



Planification familiale à Mohéli.

dit dans la religion musulmane ».

Le cadî de Mohéli, dans son intervention a rappelé l'histoire du prophète Mouhammad (PSL) qui a exhorté les femmes à allaiter pendant deux ans. Une période qui

constitue une contraception naturelle. Pour une sage-femme présente à l'atelier, « après 45 jours de la naissance d'un enfant, la mère doit prendre des microlites contraceptives. Ce sont des comprimés certifiés qui

empêchent la femme de prendre une autre grossesse pendant la période d'allaitement. C'est un médicament qui n'a pas des effets indésirables dans le lait maternel ».

Riwad

JOURNÉE DE LA SANTÉ MENTALE :

" Le pays doit investir dans la santé mentale "

Pour la deuxième année consécutive, l'association *Espoir célébrer la journée mondiale de la santé mentale*. Elle appelle les pouvoirs publics à investir dans la santé mentale et à offrir un accès équitable aux soins.

À l'occasion de la journée mondiale de la santé mentale, l'association Espoir a célébré samedi 21 octobre dernier à Moroni l'évènement en présence de l'association des psychologues, des universitaires, etc. « La santé mentale est un droit humain universel », tel est le thème choisi cette année pour célébrer cette journée, dans le but de mieux faire connaître cette question et de mener des actions pour favoriser et protéger la santé mentale de chacune et chacun en tant que droit humain universel. Toute personne a droit à un meilleur état de santé mentale possible. Elle a notamment le droit d'être protégée contre les risques pour la santé mentale, le droit de bénéficier de soins, acceptables et de bonne qualité, et le droit d'être libre, indépendante et intégrée dans sa commu-

nauté.

Dans son discours, la présidente de l'association Espoir Farah Moussa a précisé que cela fait une année que l'association a été créée dans le but d'accompagner les personnes atteintes par ces pathologies. Cette journée est l'occasion de susciter un regain d'intérêt à l'égard des maladies mentales dont la charge ne cesse de s'accroître en Afrique et aux Comores. « Cette situation a des origines multiples notamment le

désespoir d'un avenir meilleur, l'augmentation de la consommation d'alcool et de drogue surtout chez les jeunes, l'anxiété, le stress, l'isolement social et autres », montre-t-elle. Pour atteindre son but, l'association veut créer des ressources de communication pour interpeller ou faire changer le regard sur les troubles psychiques. « L'idée est de sensibiliser et mobiliser l'opinion publique en donnant la parole aux malades et à leur entourage pour

que la maladie psychique ne soit plus un tabou », souligne-t-elle, avant d'ajouter que « le pays doit investir dans la santé mentale et à un accès équitable aux soins de santé mentale. Aujourd'hui la visite médicale au pôle santé mentale d'El-Maarouf coûte plus cher que toutes les autres spécialités ».

De son côté, un des responsables de l'association des psychologues aux Comores Ben Ali Khaer a expliqué que la santé mentale ne se

limite pas à l'absence de maladies, mais englobe un état de bien-être où chacun peut réaliser son potentiel, faire face aux défis de la vie et contribuer de manière productive à la communauté. « Dans le monde d'aujourd'hui où les pressions, les préoccupations et les transitions sont omniprésentes, il est impératif que nous reconnaissons et soutenions les besoins de nos esprits autant que nous le faisons pour nos corps. En tant que psychologues, nous sommes témoins des effets dévastateurs que les troubles mentaux non traités peuvent avoir sur les individus et leurs proches. Notre mission est de fournir un soutien empathique, des outils efficaces et un espace sécurisé pour que nos patients puissent explorer leurs émotions, leurs pensées et leurs comportements. Mais cela va au-delà du traitement individuel », précise celui qui invite chacun à éduquer, à briser les stigmates et à promouvoir une culture de compréhension et de bienveillance envers les défis de santé mentale.

Andjouza Abouheir



Participants à la journée de la santé mentale.

BOXE ÉDUCATIVE À ANJOUAN

L'association ASPBA a présenté son bilan à Anissi

L'ASPBA (Association Sportive Portoise de la Boxe Anglaise) de l'île de La Réunion a présenté son bilan de la tournée éducative pour la discipline au Gouverneur de l'île. Quatre jours dans l'île pour des séances d'animation dans les écoles publiques primaires et dans des milieux publics. L'idée est d'avoir des futurs boxeurs de renommée internationale.

L'ASPBA, association sportive portoïse de la boxe anglaise de l'île de La Réunion, a présenté lundi dernier au Gouverneur de l'Anjouan son bilan de la tournée éducative pour la discipline. Cette réunion a été l'occasion pour l'association de discuter de sa mission sur l'île et de remercier le premier magistrat de l'île en lui offrant des cadeaux typiques de la région. Le Gouverneur Anissi a mis un accent particulier sur ce projet, dont il souhaite pérennisation puisque, dit-il « la boxe éducative est un excellent volet pour familiariser les plus jeunes à s'y intéresser. C'est une bonne voie vers l'objectif



d'avoir dans le futur des champions du monde de la boxe». Le Gouverneur Anissi a manifesté un intérêt particulier pour ce projet et a souligné son importance. «Il est en effet primordial d'encourager les

jeunes à pratiquer des activités sportives, notamment la boxe éducative, qui leur permettent de développer leurs compétences physiques mais également de se construire sur le plan moral», insiste-t-il.

Pendant quatre jours intenses, l'ASPBA s'est rendue dans les écoles publiques primaires ainsi que dans d'autres lieux publics pour réaliser des séances d'animation. «L'objectif était de sensibiliser les

jeunes à la boxe éducative et de leur montrer les valeurs que ce sport peut leur apporter, telles que la discipline, le respect et le dépassement de soi », a souligné Patrick Araste. Selon lui, l'idée d'avoir des futurs boxeurs de renommée internationale parmi les jeunes dans les écoles primaires est tout à fait réalisable. «L'île regorge de talents et il suffit de leur offrir les bonnes opportunités pour qu'ils puissent s'épanouir dans ce sport de combat. Les résultats des derniers jeux des îles en sont un fort témoignage», dit-il.

Dans le cadre de leur partenariat avec la Fédération Comorienne de Boxe, une délégation réunionnaise des clubs de boxe des villes du Port et de Saint-Pierre de La Réunion, est arrivée la semaine dernière pour une semaine d'activités, dans les écoles primaires d'Anjouan et de Mohéli et dans les lieux publics. La délégation est passée à Mohéli avant de regagner Moroni et partir vers Mayotte vendredi pour regagner La Réunion.

Nabil Jaffar



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP)
(P177816), DON IDA

Coordination Nationale du Projet

REF. N° 2023/007 MAPETA/ FSRP/SCI/VGB

SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊTS POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) SPECIALISTE EN CHARGE DES QUESTIONS DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM)

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu auprès de la Banque Mondiale un Don de 40 millions USD et 3 millions de dollar de FOND PROBLUE pour financer le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP) dans la perspective d'améliorer la contribution du secteur privé au PIB, et de se projeter à l'émergence horizon 2030.

I. Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à 43 millions US\$ sont les suivantes :

1. Renforcement des capacités de production agricole résiliente ;
2. Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients ;
3. Améliorer la connectivité et l'accès aux marchés ;
4. Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales ;
5. Composante de réponse d'urgence contingent ;
6. Gestion de projet

Dans cette perspective, le projet lance cet Avis à Manifestations d'intérêt

pour recruter un (e) Consultant (e) individuel(le) spécialiste en charge des questions des violences basées sur le genre pour le projet de Résilience des Systèmes alimentaires aux Comores (FSRP-km).

II. Description des tâches

Afin d'atteindre les objectifs et de produire les différents livrables attendus, le Consultant sera responsable des tâches décrites dans les tdrs (voir Tdrs).

III. Profil et expériences requises du candidat

• Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +4), en sciences sociales, en droit, en Santé Publique et/ou Genre, en économie sociale et familiale ou toute autre discipline apparentée

* Expériences :

- Avoir une bonne connaissance des enjeux et problématiques liées à la Violence Basée sur le Genre (VBG) aux Comores ;
- Avoir au moins trois (03) années d'expériences dans la mise en œuvre des activités liées à la lutte contre le VBG ;

- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques bureautiques (Excel, Word et Power Point), internet, courriers électroniques et messagerie, logiciels ou applications de réunion à distance ;
- Avoir une bonne capacité de communication et d'animation ;
- Avoir une excellente maîtrise de la langue française parlée et écrite ;
- Avoir une bonne maîtrise de la langue comorienne ;
- Avoir une forte capacité de travail en équipe ;
- Avoir un esprit d'initiative et une capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction... etc.

III Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Le dossier de candidature doit être composé des pièces suivantes :
- Une lettre de motivation datée, signée et adressée au Coordonnateur du projet FSRP-KM,
- Un curriculum vitae (CV) actualisé avec les références de 3 personnes ressources ;
- Les copies des diplômes, attestations de formation et autres documents justi-

fiant la qualification et les expériences requises du consultant(e) ;

- Deux (2) photos d'identité ;
- Une photocopie de la carte d'identité nationale en cours de validité.

Toutes les pièces citées ci-dessus doivent être présentée et/ou traduites en français.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en français et être déposées par email ou physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 30 octobre 2023 à 15 h 00 (heure locale en Union des Comores). La méthode de recrutement préconisée est la sélection des consultants individuels (SCI)

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf N° 2023/007/ MAPETA/ FSRP/SCI/ VGB au secrétaire du PIDC. MAPETA, Mdé Ex-CFADER. Email projetpidc@gmail.com

Lance le 16 octobre 2023

CHAMPIONNAT D1

Volcan Club remporte le derby de la capitale

C'est dans une ambiance survoltée que le match le plus attendu et le plus suivi du championnat des Comores s'est tenu au stade de Moroni samedi dernier. Un derby à haute intensité dirigé par l'arbitre international Soihir.

C'est à 15h39 que l'arbitre central a donné le coup d'envoi du match tant attendu de la quatrième journée. Le derby a commencé sous les chapeaux de roue avec une occasion nette des Verts de la capitale inhabituellement en jaune. Après un débordement sur le côté droit de l'attaque, le milieu de terrain Douga s'est retrouvé tout seul devant le gardien Djawad, mais son piqué est passé largement au-dessus des poteaux de l'USZ. La contre-attaque qui a suivi cette action a engendré un penalty en faveur de Bonbon Djema que le numéro 11, Soule s'est occupé de transformer, nous sommes à la 10ème minute de jeu. Cette ouverture de score a requinqué le jeu de l'USZ qui a commencé à trouver des espaces dans la défense adverse. Bien que dominateur sur l'ensemble USZ n'arrivait pas à



Volcan club victorieux.

annihiler les incursions de Volcan dans son camps.

Parties avec le même dispositif

(4-3-3), les deux formations avaient dû mal à créer le jeu vu la densité de joueurs au milieu de terrain. C'est

logiquement que les deux formations se sont quittées à la mi-temps par ce score d'un but à zéro. Le

retour des vestiaires fût bénéfique pour Volcan Club qui est rentré sur les chapeaux de roue. Entré en jeu quelques minutes plutôt, MOMO le numéro 18 après avoir fixé le capitaine de Bonbon Djema, Hilal, a envoyé un centre qui a été repoussé par le gardien Djawad, mais Alwa (9) l'attaquant de Volcan a repris la balle pour l'égalisation.

Marqué par l'égalisation, USZ a laissé complètement le jeu à son adversaire. Cette domination s'est concrétisée par le deuxième but de Volcan par Soule le numéro 7 qui venait d'entrer en jeu. Trop frêle en milieu de terrain, le double champion 2020-2021 doit vite chercher des solutions palliatives pour renforcer ce secteur de jeu très important pour l'équilibre de l'équipe. Cette victoire par contre va permettre à Volcan Club de retrouver un peu de sérénité d'autant plus qu'il est juste à un point du podium de tête et à deux points du leader Djabal FC qui est allé arracher le nul (1-1) chez Etoile des Comores à Nymadzaha.

Imtiyaz



Ministère de l'agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE



PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT

Réf. N° : 2023/003/MAPETA/PIDC/AON

FOURNITURE DES KITS VÉTÉRINAIRES POUR LES POLES AVICOLES DU CRDE D'OUANI ET SIMBOUSSA

1. Le Gouvernement Comorien a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet Intégré de Développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché « **fourniture des kits vétérinaires pour les Pôles avicoles de CRDE d'Ouani et Simboussa pour le compte du projet Intégré de développement des Chaines des Valeurs et de la Compétitivité (PIDC)** ».

2. Le PIDC sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « le soumissionnaire doit démontrer qu'il a réalisé au moins deux marchés similaires au cours de 10 dernières années avec satisfaction du client. Le soumissionnaire doit avoir aussi au minimum un ingénieur agronome spécialisé en aviculture avec 5 ans d'expériences générales et ayant réalisé au moins un marché similaire ; ».

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offre ouvert (AO) telle que définie dans le « Règlement- de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018 et 2023.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du PIDC situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat ; email : projetpidc@gmail.com et prendre connaissance du dossier d'Appel d'Offre à l'adresse mentionnée ci-dessous : **du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 00min.**

5. Le Dossier d'Appel d'Offre en version française peut être retiré au secrétariat du PIDC à tout Soumissionnaire intéressé à l'adresse ci-dessous. Le Dossier d'Appel d'Offre (DAO) sera retiré aussi par voie électronique sur l'adresse email : projetpidc@gmail.com.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard **le 15 Novembre 2023 à 14H 00**. La soumission des offres par **voie électronique ne sera pas autorisée**. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du PIDC à l'adresse ci-dessous, **le 15 Novembre 2023 à 14H 30min**.

7. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents en personne à l'heure d'ouverture des offres. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre pour un montant **d'un million vingt mille (1 020 000) francs Comoriens** :

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :
Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'environnement, du Tourisme et de l'Artisanat
BP :41-Moroni
A Mdé ex-Cefader -maison des épices.
Au secrétariat du Projet (PIDC)/ Email : projetpidc@mail.com

Lancé, le 16 novembre 2023

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financières (PAGF)

Acheteur : MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL

Marché N° : 2023/10/01/MFBSB/PAGF/AOI/EQUIP-INFOR-MINISTERE.

**Co-financement : Agence Française de Développement (AFD) et Union Européenne (UE)
CF : CKM1107_01R_02S**

Octobre 2023.

Date : 11 octobre 2023

Nom du Projet : Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)
AOI No : 2023/10 /01/MFBSB/PAGF/AOI/EQUIP-INFOR-MINISTERE

1. Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire a obtenu un co-financement de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne pour financer le coût du Projet d'Appui à la Gouvernance Financières(PAGF). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce co-financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent contrat « Acquisition, livraison et préparation d'équipement informatiques et bureautique au profit du Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire ».

2. Le Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour l'acquisition, la livraison et la préparation d'équipement informatique.

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet à l'attention du Coordonnateur du Projet –Email : coordination.pagfcomores@gmail.com, copie à coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com; et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres dans l'adresse mentionné ci-dessus du Lundi au Vendredi entre 08 heures et 16 heures (heure de Moroni-Union des Comores)Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de Cinquante mille francs comoriens (50 000 KMF) soit l'équivalent de cent deux euros (102 euros) . La méthode de paiement sera en espèce ou par virement bancaire.

4. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du **Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.**

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard **le mercredi 06 décembre 2023 à 10 heures et 05 minutes**. Les Offres doivent comprendre « une garantie de l'Offre pour un montant de **trois millions quatre cent soixante-dix-huit cinq cent dix-huit francs comoriens (3 478 518)**, soit l'équivalent de **sept mille soixante-onze euros (7 071 euros)**».

5. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-après : Salle de conférence du Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire-Moroni Place de l'Indépendance, **le mercredi 06 décembre 2023 à 10 heures et 10 minutes –heure** de Moroni-Union des Comores.

6. Les offres reçues tardivement seront reçus, mais ne seront pas évalués.

7. Les exigences en matière de qualifications sont détaillées dans les Documents d'Appel d'Offres.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet d'Appui à la Gouvernance Financières(PAGF)
A l'attention de M. Ahamada Ali Mmadi, Coordonnateur National du Projet

Adresse : Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire-Place de l'Indépendance

Fax : Moroni / B.P : 324

Email : coordination.pagfcomores@gmail.com, copie à coordon.pagfcomores@gmail.com et rpm.pagfcomores@gmail.com

Tél : +269 332 60 09/ 349 67 76.